

Les régimes circulatoires du domaine social 1800-1940 : projets et ingénierie de la convergence et de la différence

Pierre-Yves Saunier

PP. 4-25

Il ne s'agit pas de faire prendre des vessies pour des lanternes : cet article n'est pas une synthèse, un programme ou un manifeste, mais le produit d'un maraudage, résultat d'invitations et de sollicitations pour des échanges sur l'histoire des politiques sociales et des savoirs sociaux dans l'espace nord atlantique¹. Dans une atmosphère spéculative, il aboutit à des propositions basées sur des hypothèses. Chemin faisant, il pose la question de savoir s'il y a profit à travailler sur l'histoire du domaine social dans une perspective transnationale, complémentaire et non substitutive aux travaux comparatifs ou aux travaux monographiques développés au sujet d'entités territoriales, de milieux professionnels ou de politiques et savoirs spécifiques.

Pour l'écrire vite, un certain nombre de ceux qui adoptent une perspective dite « transnationale » étudient les circulations et connections qui traversent, confrontent, s'accommodent ou subvertissent les isomorphismes que les États tentent de mettre en place à compter du tournant des XVIII^e et XIX^e siècles (Patel 2004; Clavin 2005; *American Historical Review* 2006; Geyer 2006). Au-delà des diverses étiquettes utilisées pour qualifier l'entreprise, les efforts me semblent converger autour de trois axes. D'abord, une telle perspective permet de contribuer à historiciser les phénomènes d'interdépendance, d'interconnexion, de relations entre et à travers les sociétés et les entités qui structurent les sociétés modernes, au premier rang desquels les nations (pour des interventions décidées sur ce point, voir Hopkins 2002, 2006 et Bayly 2004). L'approche transnationale est en cela la version adaptée à l'âge des nations, des projets d'histoire relationnelle ou de « connected history » menés sur des horizons spatiaux et temporels différents (Subrahmanyam 1997; Gruzinski 2004). Ceux qui adoptent une pers-

pective transnationale y voient aussi une possibilité d'écrire autrement l'histoire des unités holistes dont nous nous préoccupons (régions, professions, gouvernements locaux, groupes sociaux, nations), grâce à la mise en évidence de l'apport non domestique à leur constitution, à travers les jeux de la comparaison, du rejet, de l'appropriation et autres modalités (voir, pour l'affirmation d'une telle ambition, Tyrrell 2007; Conrad S. 2006; Bender 2006). États et nations, jusque dans des reflets et modèles déniés ou refoulés, s'avèrent de plus en plus s'être construits les uns par rapport aux autres jusqu'au cœur de leur souveraineté. Enfin, il y a, dans l'extension du regard et sa disponibilité à suivre ce qui s'étend entre, à travers et au-delà des cadres nationaux de l'histoire contemporaine, une capacité accrue à saisir et analyser des traits, des pratiques, des régularités, des institutions et des individus qui ne sont ni visibles ni totalement accomplis au terme d'une approche locale, nationale ou comparative. Cela est vrai en particulier pour les collectifs formels ou informels qui par leur programme, leur financement, leur composition, étendent leur activité et leur organisation à travers les limites des nations, depuis les réseaux informels jusqu'aux associations internationales et aux organismes intergouvernementaux (pour une revue d'effectifs, voir Saunier 2004).

Une perspective transnationale sur les politiques sociales : ressources, possibilités, indices.

Le terrain de l'histoire des politiques sociales a déjà été exploré sous ces angles. Ceux qui s'y sont essayés ont insisté sur les circulations des concepts, des normes légales et des expériences ; les lieux sociaux où ces dernières sont confrontées ; le contexte structurant de ces circulations ; les communautés d'experts et la mobilité des protagonistes des politiques sociales (un exemple récent avec Conrad C. 2006). Ceux de nos collègues qui ont étudié les changements des politiques de santé nationales dans les années 1990 ont mis en valeur le rôle des réseaux et des individus qui œuvrèrent par monts, vaux et océans pour insuffler les mécanismes du marché dans les politiques de santé allemandes, espagnoles, britanniques, françaises et états-uniennes (Serré 2002; Hassenteufel 2001). Économistes de la santé, OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), Banque mondiale, *think tanks* néolibéraux, responsables gouvernementaux travaillèrent à une « harmonisation cognitive » (Serré 2002) qui se réclamait de lois universelles du marché et du management pour changer l'orientation et le fonctionnement des régimes de santé nationaux. Ce faisant, ils se référaient constamment à des expériences et conceptions extradomestiques afin de subvertir les règles en vigueur dans les espaces nationaux concernés. Leur succès relatif fut lié à des facteurs et évolutions de type macroéconomiques et macropolitiques, tout autant qu'à leur capacité stratégique à

convaincre et argumenter. Mais il recèle aussi un indice pour l'historien : une des conditions de possibilité de ce mouvement de grande ampleur serait que les différences nationales des pratiques et conceptions institutionnelles, professionnelles, administratives et politiques dans les différents pays de l'Atlantique nord étaient compensées par l'existence d'un langage commun construit au cours de décennies de travail et d'échange transnational entre compagnies d'assurances, élus, savants, administrateurs locaux et nationaux, sociétés mutuelles, savants et autres participants des mondes des politiques de santé publique. Ce langage aurait été fait d'aspirations, d'expériences, de références, de méthodes, de règlements, de valeurs morales et parfois de législations, au sujet desquels accords ou désaccords auraient au fil du temps dessiné un paysage familier et commun de concepts, de catégories pratiques, de routines quotidiennes, de manières de penser ou de résoudre les problèmes. Ces communautés auraient rendu facilement compréhensibles, comparables et mobilisables les différentes politiques nationales de santé les unes par rapport aux autres, au-delà des contextes nationaux. C'est de l'élaboration de ces communautés dont il est question ici.

Nombre de livres importants sur l'histoire des politiques sociales ont justement été écrits dans les années 1980-1990, sous l'aiguillon des mutations des systèmes contemporains de politiques sociales. Il s'agissait pour comprendre, résister ou analyser les changements contemporains de l'État providence, de rendre compte dans le long terme de l'évolution des systèmes nationaux, du rôle de l'État, du poids du secteur privé, de l'impact des clivages raciaux, sociaux ou de genre. La comparaison fut l'outil privilégié de ces études, et l'on disputa beaucoup des modèles, des pays pionniers et des retardataires, des divergences et des convergences enclenchées par les grands facteurs macroéconomiques (pour un panorama de ces études comparatives, voir Baldwin 2005). Le résultat en fut l'établissement de catégories, typologies et classements qui prenaient les nations comme cellules de base de la comparaison. Ce travail comparatif centré sur la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle ne prêta guère attention aux comparaisons indigènes, celles que les acteurs des politiques sociales avaient alors embrassées comme méthode pour développer des idées, des schémas, des projets de politiques sociales. Et cela bien qu'il en utilisât abondamment les données. Observons par exemple les contributions rassemblées par Dietrich Rueschemeyer et Theda Skocpol pour *States, Social Knowledge and the Origins of Social Policies* (1996). Toutes mentionnent des circulations et des connections entre les espaces, les politiques et les protagonistes nationaux qu'ils étudient, mais dans les notes de bas de page ou au détour d'une phrase, sans jamais les suivre pour ce qu'ils sont, à savoir les traces historiquement situées de pratiques raisonnées de comparaison sous ses diverses espèces (coopération, compétition, imitation, domination, appropriation...). Elles sont simplement hors cadre. Rien de tout cela ne peut être « reproché » à ces travaux qui ont fait les choix que justifiaient leurs questions et leurs hypothèses. Le nationalisme méthodologique a aussi ses béné-

ficas. Mais, si l'on reprend l'indice suggéré par les travaux sur les mutations des politiques de santé des années 1990, on peut envisager de dérouler un autre récit. Celui-ci ne serait ni une contribution à la florissante industrie typologique lancée par Esping Andersen ; ni une tentative de ramener dans le champ une variable délaissée, à la Skocpol ; ni une suite à l'approche transnationale « séquentielle » développée par Andrew Abbott pour rendre raison de la généralisation des politiques sociales (Abbott et de Winey 1992)² ; ni enfin une « nouvelle » approche nationale qui n'emprunte les chemins de l'étranger que pour y diagnostiquer l'avance ou le retard de tel ou tel pays³. Le pari est plutôt, pour repartir de cette dernière veine, de considérer cette pratique comparative dans ses usages historiques, depuis les débuts du XIX^e siècle⁴.

Une telle entreprise est rendue possible par le fait que d'autres chercheurs ont fait le « pari des connexions », et se sont intéressés au temps long de l'harmonisation cognitive. Pour suivre les connexions et les circulations, ces auteurs ont utilisé les matériaux issus de la démarche comparative des acteurs des politiques sociales des années 1880-1940, non pas comme données de deuxième main à agréger à celles recueillies par le chercheur, mais comme sources à questionner pour saisir les projets et les trajectoires dont la comparaison fut l'outil, pour capturer le « travail de la différence » et celui de la convergence (Claude 1999). Alors la chair à notes, les facteurs insignifiants, les trajectoires hors viseur, les marques anecdotiques « d'influence » étrangère sur les logiques domestiques deviennent centrales pour traquer ce travail de la comparaison, ses incarnations et ses impacts. Les résultats de la comparaison passée deviennent un matériel de choix avec l'adoption d'une perspective transnationale. Ce pari des connexions n'est pas récent, comme le suggère une rapide visite guidée non exhaustive. Certains de ses tenants ont reconstitué les conversations intellectuelles entre les « grands penseurs » dont le travail conceptuel contribua à l'élaboration des politiques sociales (Herbst 1965 ; Kloppenberg 1986 ; Ross 1991). D'autres s'essayèrent à capturer les élaborations catégorielles et les routines quotidiennes des administrateurs et des statisticiens dans leur identification des problèmes et des solutions, en appui sur les expériences étrangères (Topalov 1985, 1994, 1999 ; Zimmermann, Didry et Wagner 1999). Beaucoup choisirent de privilégier l'étude des circulations d'idées et de méthodes entre deux sphères nationales (Schlichter 1960 ; Mann 1956 ; Hennock 1987 ; Stokes 1983 ; Mitchell 1991 ; Schäfer 2000), et quelques-uns mirent l'accent sur des formations plus larges comme une région ou une grappe de pays observée à partir d'un autre (Kunhle 1981 ; Rodgers 1998). Les communautés d'activistes et de réformateurs, leurs organisations, leurs réseaux, leurs institutions, bref les lieux et arènes de la comparaison ont aussi de longue date suscité un intérêt particulier (Davis 1967 ; Sklar, Schüler et Strasser 1998). Ensemble et avec d'autres, ces travaux constituent un solide socle de connaissances sur lequel tracer quatre pistes pour pousser plus avant l'exploration.

Quatre pistes pour une hypothèse : la dimension circulatoire du domaine social

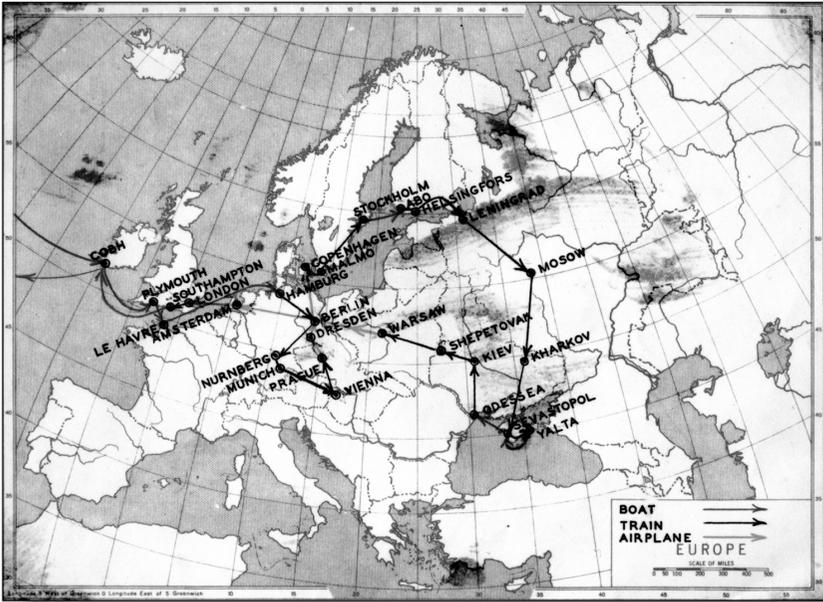
La première piste est la plus évidente, c'est celle des dispositifs, législations et réglementations des politiques sociales, et des campagnes et discussions pour les faire adopter, ou les repousser. On peut ici penser aux allusions transparentes, à la manière de celles d'un Bismarck expliquant que sa législation sociale tirait une partie de son inspiration des réalisations sociales de Napoléon III dans la France des années 1860, ou encore aux attaques des libéraux français qui dénoncent dans les suggestions socialistes et radicales des années 1890-1900 les traces d'une législation étrangère et étatique, celle du même Bismarck. Cette utilisation destinée à alimenter les passes d'armes parlementaires n'épuise pas la gamme des usages des réalisations étrangères pour mettre en scène la nécessité ou l'inanité des politiques sociales. Les rhétoriques du retard (à compenser) et du progrès (à suivre), celles de l'ingérence étrangère et du génie national, de la compétition économique et de la fortune démographique mobilisèrent ces références pour défendre une position dans les discussions contextualisées de la municipalité, de l'empire ou de la nation. La valeur d'usage des incarnations nationales de ces expériences est nettement différenciée : dans les États-Unis du tournant du siècle, c'est à coup de *model bills* revendiquant les « exemples » et « modèles » allemands ou britanniques qu'on pousse certaines expériences sociales, sans mettre en avant leurs incarnations belges, françaises ou néo-zélandaises toutefois connues. Cette valeur est aussi changeante, et la Première Guerre mondiale disqualifie l'origine allemande et son invocation dans les campagnes d'outre Atlantique pour la mise en place de l'assurance des accidents du travail. La piste des dispositifs pratiques ne se limite pas à l'étude des politiques publiques, comme l'a montré Thomas Adam dans son étude de la manière dont des réformateurs saxons puis états-uniens travaillèrent à s'approprier la formule anglaise des sociétés à dividendes limités dans le secteur du logement populaire, dès les années 1840 (2007). De l'étude de ces discours de la justification ou du dénigrement ne se dégagent pas seulement quelques icônes qui furent étiquetées comme des « modèles » à suivre ou à éviter. Les procédures d'Octavia Hill pour le tutorat financier et moral des locataires populaires, le « système de Gand » pour l'assurance chômage ou le « système d'Elberfeld » pour l'assistance aux pauvres, la législation bismarckienne, la « semaine anglaise » comme outil de régulation des horaires du travail, le programme social de la Tennessee Valley Authority ou le rapport Beveridge ne sont que quelques pépites qui permettent d'étudier la manière dont des expériences étrangères furent saisies, utilisées, poussées et tirées dans des débats dont enjeux, termes et protagonistes se voulaient à la fois universels et ancrés dans des contextes particuliers. Ma première piste est donc celle des dispositifs pratiques destinés à l'intervention sur les conditions de logement, de travail ou d'existence, dont la circulation intra-européenne et transatlantique est patente.

Deuxième piste, justement, le fait que dans le débat sur les politiques sociales, les consensus comme les dissensus, se mirent en place à travers les frontières linguistiques, culturelles ou politiques, qu'il se fût d'ailleurs agi de les contester ou de les conforter. Le basculement de la notion de la pauvreté dans le « moment républicain » de la fin du XVIII^e siècle, la discussion de la « question sociale » au milieu du XIX^e siècle furent formulés dans divers pays en des termes qui n'étaient certes pas identiques, mais dont la signification était débattue en écho et en ricochet (Stedman-Jones 2004). Parler du mouvement coopérateur à Leipzig dans le royaume de Saxe dans les années 1840, c'était argumenter des réalisations des Pionniers de Rochdale; discuter le travail des enfants en France dans les années 1830 c'était s'appuyer sur les pratiques manufacturières et législatives anglaises. Étudier les statistiques du travail, dans les différents bureaux créés par les gouvernements nationaux à la fin du XIX^e siècle, se faisait le plus souvent dans la comparaison avec « l'étranger », comme à l'Office du travail français créé en 1891 au ministère du Commerce, de l'Industrie et des Postes et Télégraphes. Le débat sur les régies municipales, qui portait sur la municipalisation des services « industriels » et aussi sur leur usage comme propulseurs de la réforme des politiques sociales (travail, retraite...), était décidément transatlantique. Des rendez-vous réguliers, portés des organisations aux ambitions propagandistes et normatives (congrès international des Assurances sociales, Association internationale pour la lutte contre le chômage, Association internationale de la protection légale des travailleurs, puis Bureau international du travail), structuraient ces débats. Les discussions sur le travail et sa valeur, sur les catégories statistiques, économiques et administratives (notamment celles liées au chômage), ou sur la notion de politique sociale elle même étaient, dans leur style et leur substance, traversées par la mobilisation de ressources non domestiques. Cela ne signifie pas que celles-ci étaient les seules à être utilisées, ni que les seuls horizons des protagonistes de ces débats étaient ceux de l'universel. Le débat avec les expériences étrangères, tout comme le jeu autour des dispositifs « modèles » évoqués plus haut, était aussi adaptation, sélection, trahison, et il prenait place dans des stratégies individuelles et collectives parfois destinées à échapper à des contraintes liées à des espaces professionnels ou sociaux inscrits dans un contexte précis.

Mais les protagonistes le menaient résolument à travers les différents lieux de leur inscription sociale, politique ou professionnelle, en créant et entretenant des canaux d'information pour rechercher activement des ressources disponibles hors des cadres domestiques. Ils prenaient part à des voyages d'études loin de leur ville ou de leur pays, participaient à des congrès et conférences internationales, s'affiliaient à des associations regroupant des activistes ou des spécialistes de diverses origines, traduisaient les auteurs en langue étrangère, s'abonnaient et collaboraient à des revues qui faisaient la part belle aux « chroniques internationales », voire rêvaient d'une nomenclature statistique commune pour servir à la réflexion

et à l'enquête. Leur correspondance privée porte témoignage des ressources ainsi conquises et insufflées dans le travail quotidien. La travailleuse sociale allemande Alice Solomon étaient de ces personnes qui travaillaient, pensaient et vivaient dans « des mondes plus larges », selon les termes beckeriens d'Andrew Lees (2002 : 308-317). Solomon, et avec elle les femmes liées au cercle des *social justice feminists*, vivait, pensait et travaillait à l'aune de la geste de Jane Addams, la fondatrice du *settlement* de Hull House à Chicago⁵, comme d'autres avant elle avaient vécu et perçu avec les paroles et les actions, écrites, racontées ou observées, d'Elizabeth Fry, d'Octavia Hill ou de Florence Nightingale. Comme d'autres encore se répondaient, sans se connaître, dans un registre plus savant et sur une modalité oppositionnelle, à coup de comptes rendus et de publications. Ma deuxième piste peut être résumée ainsi : dès la première moitié du XIX^e siècle, existe un espace de conversation où expériences, concepts, valeurs et catégories sont discutés, et dans lequel ils fournissent à des acteurs éloignés, et parfois sans liens directs, des ressources et des opportunités affectives, cognitives et politiques. On retrouve là des traits connus de ceux qui ont travaillé sur le mouvement féministe, l'abolitionnisme, ou le mouvement socialiste et ouvrier, à savoir une pensée et une pratique de la « cause » qui se déploie bien au-delà des espaces nationaux, dans lesquels ladite cause et les groupes qui la portent se trouvent souvent marginalisés.

Ma troisième piste se perd dans les mondes grisâtres de l'administration des politiques sociales. Quand nous travaillons sur les discussions, les buts et les mises en place des législations sociales, pour saisir leurs similitudes et leurs différences, nos approches laissent souvent de côté leur facette administrative, et la routine quotidienne de leur mise en œuvre. Il y a là pourtant un autre aspect de la conversation nord atlantique dans le domaine social, à capturer à travers les sources peu attirantes des organigrammes administratifs, du travail de bureau, de l'archivage des fichiers de bénéficiaires ou des méthodes d'agrégats comptables. À l'occasion de ma propre recherche sur les rapports entre fondations philanthropiques et professionnalisation de l'administration aux États-Unis d'Amérique, j'ai par exemple été frappé de la place tenue dans le processus de professionnalisation des agents du gouvernement fédéral, des États ou des municipalités, par l'interaction rhétorique et pratique soutenue avec les méthodes administratives européennes, notamment dans les années 1930 où s'invente le *big government* fédéral autour du secteur du *welfare*. Autour du moyeu circulaire du 1313 East 60th Street, sur le campus de l'université de Chicago, se déploient enquêtes, correspondances et voyages d'études (voir document 1) qui vont directement nourrir la mise en place administrative des programmes de la Federal Emergency Relief Administration, de la Civil Works Administration ou du Social Security Board (Saunier 2003). Même lorsqu'ils soulignent les différences politiques et institutionnelles entre le contexte états-unien et le ministère de la Santé britannique, les municipalités socialistes européennes, les administrations municipales, provinciales et nationales de l'Allemagne nazifiée ou encore les administrations soviétiques, les



Document 1. Le voyage européen de John Stutz, secrétaire du Kansas Emergency Relief Committee, en 1936. © Rockefeller Archive Center, Spelman Fund of New York, series 4, sub series 1, box 7, folder 259.

administrateurs états-uniens savent en extraire des méthodes et des principes pour organiser la mise en place administrative de leur programme.

Dans des contextes ambigus, ici comme ailleurs ils ne manquent aucune occasion « d'apprendre de l'ennemi » (Rodgers 1998 ; Patel 2006). Cet intérêt pour les pratiques administratives européennes incluait aussi des visites d'experts européens, et l'embauche dans des fonctions de conseil de fonctionnaires allemands du *welfare* exilés après 1933. Dans ce registre administratif, on peut aussi penser aux études statistiques comparatives menées au tournant du siècle par les administrateurs du travail sur les résultats des politiques sociales de différents pays, qu'il s'agisse d'Arthur Fontaine en France, de Carroll Davidson Wright aux États-Unis ou de Giovanni Montemartini en Italie au début du XX^e siècle, ce dernier permettant de saisir la trajectoire multiscalaire de ces pratiques (avant d'occuper des responsabilités nationales, G. Montemartini travaillait à la Società Umanitaria de Milan, très liée à la municipalité). Ma troisième piste aboutit ainsi sur le relevé des traces de l'existence d'une pratique d'observation croisée dans le monde de l'administration du domaine social.

Ma dernière aboutit à ceux et celles qui appliquèrent les politiques sociales et en vécurent, à savoir les membres des professions et métiers qui cristallisèrent

dans ce secteur entre 1880 et 1940. La sociologie des professions, y compris la plus relationnelle, envisage le phénomène de professionnalisation à l'intérieur des cadres nationaux (Abbott 1988). Un rapide regard sur les travailleuses sociales et les infirmières peut suggérer que les mécanismes de la différenciation et de la mise en institution des professions se déroulaient dans un horizon social et intellectuel qui débordait parfois de ce cadre. Travailleuses sociales et infirmières sont particulièrement intéressantes à cet égard, car la construction professionnelle de ces groupes s'inscrit dans le développement des « mondes des femmes » depuis le milieu du XIX^e siècle, en appui permanent sur les liens formels et informels qui unirent les activistes des première et deuxième vagues du féminisme. La mise en place de ces professions s'en trouve, semble-t-il, marquée par une ouverture accrue aux échanges de savoir-faire, de pratiques techniques et d'invention institutionnelle à travers les frontières nationales. Connaissances, personnel, gestes, programmes d'enseignement, comportements et codes professionnels, financements et formation se déploient à travers les limites nationales depuis le milieu du XIX^e siècle⁶. Ce fil rouge des connexions et des circulations marque les événements les plus importants de la vie professionnelle, et l'on est assez stupéfait de l'ampleur des références et pratiques communes qui ont permis aux infirmières de l'espace nord atlantique à la fois de définir leurs similitudes et leurs particularités dans des cadres législatifs définis par les limites nationales, et d'affirmer leur détermination à élaborer des définitions professionnelles qui les dépassaient. Au début était la circulation, pourrait-on dire, puisque la mise en place d'une formation technique et morale pour des femmes destinées au soin des malades se fit de manière feutrée dans les réseaux transatlantiques des ordres hospitaliers catholiques (Nelson 2001), puis sur un mode plus ostentatoire dans la confrontation entre des expériences menées dans le monde protestant par les époux Fliedner à Kaiserwerth, la comtesse Gasparin à Lausanne et Florence Nightingale à Londres. Mais cette matrice transnationale se perpétua et s'étendit à l'activité sociale de l'infirmière, si tout du moins on veut bien en suivre scrupuleusement le devenir. Ainsi dans les années 1920-1930 les travailleuses sociales allemandes se sentaient poussées par l'activité de leurs consœurs américaines, qui n'étaient pas en reste dans l'admiration pour l'engagement politique de leurs homologues germaniques; les leaders français et belges traduisaient les manuels des infirmières visiteuses et des *case workers* du travail social états-unien; les cadres infirmières polonaises, hongroises, tchèques ou yougoslaves étaient formées à Toronto, Yale et Londres, mais aussi à Helsinki, Debrecen ou Zagreb; les plans des écoles d'infirmières et des services hospitaliers de stage voyageaient entre Lyon, Varsovie, Sao Paolo et Lisbonne; bien rares en France ou ailleurs les écoles d'infirmières ou de travail social fondées sans voyage d'études préalable aux États-Unis ou en Angleterre; les *nurses* américaines observaient le travail dans les dispensaires d'Europe centrale pour remettre en forme le travail de santé publique dans les zones rurales des États-Unis, et les sages femmes états-

uniennes partaient en voyage d'études en Scandinavie à la recherche d'une figure professionnelle; enfin, les *nurses* canadiennes ou états-uniennes partageaient, depuis des décennies, un marché régional du travail, de la formation et du militantisme professionnel. Les écoles, les sociétés d'infirmières, les revendications et les conceptions de la profession se bâtirent sur cette conversation d'une grande densité, certaines convergences évidentes (le costume, l'organisation des *Homes* des infirmières) n'en étant que l'expression la plus visible et trompeuse, tant les seules manifestations de la similitude n'en furent pas l'unique résultat. Ma quatrième et dernière piste, pour la résumer, émane du constat qu'il y eut peu de questions majeures ou mineures attendant à ces professions, y compris dans les débats nationaux sur leur définition légale, qui ne fussent discutées à la lumière, ou à l'ombre portée, d'un éclairage commun de références et d'expériences qui se déployaient de la Californie à la mer Noire. Ces deux professions, comme d'autres qui émergèrent autour des technologies du social au tournant du siècle (l'urbanisme, par exemple), prirent forme et grandirent dans un tourbillon d'échanges et de comparaisons qui ne se laisse pas capturer par les formules du transfert, de la diffusion ou de l'américanisation.

Ce sont les conclusions tirées de ces pistes que je propose d'élargir ici aux mondes du social dans leur ensemble, en tentant de saisir les dess(e)ins, manifestations et caractéristiques transnationales du paysage commun de l'Atlantique nord dont l'étude permettrait de sortir des limites inhérentes aux études de cas (un pays, une branche professionnelle, une ville, une politique sociale précise), et d'échapper aux évidences de la convergence macroéconomique, politique ou institutionnelle comme matrice des politiques sociales et de leur «diffusion». Formulons dès lors l'hypothèse, celle de la dimension fondamentalement transnationale du «domaine social». Une rapide définition de celui-ci, à peine esquissée par Gilles Deleuze dans sa postface à la *Police des familles* de Jacques Donzelot (2005 : 213-220), l'établit comme la sphère de régulations créée autour des comportements à cheval sur le privé et le public (comportements corporels, démographiques, pratiques de travail, de logement...) et à propos de leur reproduction. Alors que des formules de régulation anciennes sont secouées par l'âge des révolutions, entre la fin du XVIII^e siècle et le milieu du XIX^e, ce domaine est dans l'espace nord atlantique l'objet de compétitions farouches entre divers acteurs (Églises, États, entreprises, associations) pour définir de nouvelles normes, de nouvelles pratiques, de nouveaux savoir-faire, ou pour résister au changement. Cette recherche de l'ordre à divers moments dans différentes sociétés pendant l'âge des révolutions se fit notamment à travers l'installation des professions sociales, des politiques sociales et des savoirs sur la société⁷. Les quatre pistes explorées plus haut suggèrent que le contexte de cette installation fut celui d'un horizon commun nord atlantique de références, de pratiques et de possibilités ouvertes par l'abondance des connexions et circulations qui relièrent entre eux initiatives, législations, professions, institutions ou individus.

À la recherche de l'ordre : l'identification des configurations circulatoires

Face à cette abondance, l'impression est incertaine : les circulations semblent aller dans tous les sens, les connexions se faire et se défaire une par une. Peut-être qu'une condition pour les mettre au service de l'analyse historique du domaine social est d'y chercher un ordre, celui-là même qui rendit possible la préhension et l'usage des références et des ressources disponibles en dehors de la sphère domestique. Sans doute, cet ordre est-il lié aux grands basculements de l'ordre du monde : après 1915, invoquer les lois sociales allemandes aux États-Unis devient une stratégie bien impropre pour emporter le combat législatif sur les assurances contre les accidents du travail ; après 1945, les formes du savoir et des politiques du social coulent dans des canaux ouverts par la guerre froide. Mais il ne semble pas devoir être réduit à l'effectuation de macrocontraintes qui calquerait les circulations et connexions du domaine social sur les grands rythmes politiques ou économiques. La guerre n'empêche pas la circulation des expériences, et peut même en être la matrice. Florence Nightingale utilise son expérience en Crimée pour asseoir ses projets de rénovation du soin hospitalier. La dépression économique des années 1930 avive les échanges sur les moyens d'y pallier. Les flux du social ne se limitent pas non plus à parcourir les routes de la puissance comme en témoigne l'intérêt intense mais souvent dénié pour les expériences sociales des « petits » pays (Belgique, Scandinavie). Il faudrait donc alors, si l'on accepte l'hypothèse formulée plus haut, partir à la recherche d'un ordre propre aux circulations et connexions dans le domaine social.

Pour saisir cet ordre, et donc à la fois accéder à la manière dont circulations et connexions sont mises en place et à la manière dont elles offrent des ressources à ceux qui les utilisent pour agir, il faut être attentif au lieu, au moment, aux mécanismes. Les mots, les règlements, les dessins et les plans ont une valeur particulière selon là d'où ils viennent, selon le statut de ceux qui les transportent, selon le moment où leur usage est proposé, et cela est vrai aussi bien dans les contextes localisés de l'action que sur les scènes de la confrontation générale des expériences (congrès, expositions, associations, journaux). La manière dont se fait le portage n'est pas non plus égale : l'imprimé et le verbe circulent différemment selon qu'ils naviguent à voile, à vapeur ou à explosion, selon qu'ils s'incarnent dans les signaux électriques du télégraphe, les lignes manuscrites ou tapuscrites, les vibrations téléphoniques ou la présence humaine. Par ailleurs, durant les quelques années ici trop vite parcourues, l'espace nord atlantique des circulations change : parce que des protagonistes en sortent et d'autres y rentrent, mais surtout parce que le paysage des circulations n'est pas nivelé mais asymétrique, et que les effets des termes inégaux de l'échange prennent des formes multiples. On pense couramment à la vague positive de celles-ci : transferts, sélections, adaptations, traductions, imitations, emprunts ou impositions, toutes situations

où il s'agit de faire d'une expérience, d'un concept ou d'une institution étrangère un « modèle » dans une logique de différenciation complémentaire. Mais il faut aussi être attentif aux comparaisons qui s'expriment dans des rejets, en jeux de différence ou en projets inversés. Penser contre, dans ce cadre, c'est aussi penser avec, jusqu'à la logique de la différenciation opposée, même si ces formes sont plus difficiles à identifier : ainsi de Victor Aimé Huber qui, au retour de son exploration britannique, écarte la possibilité socialiste et coopérative attribuée à Robert Owen, pour mieux combiner société à dividendes limités et association dans ses projets pour réformer la classe ouvrière par le logement à Berlin ; ou, dans les États-Unis du début du XX^e siècle, l'épouvantail allemand présenté comme le triomphe du socialisme d'État qui construit en creux la position publique des défenseurs de l'assurance et de la médecine privée ; ou encore dans de nombreuses écoles et associations européennes de service social le désaccord sur la méthode du *case study* à la Mary Richmond qui contribue à définir une méthode catholique ou une méthode de service public du travail social ; ou enfin, en 1943, la différence établie par les progressistes états-uniens entre le « défaitiste » plan de protection de Beveridge, filet de protection contre la dépression économique et les solutions « profondément américaines » du rapport d'Eveline Burns pour le National Resources Planning Board qui parie sur la croissance. Ces deux formes (émulation et rejet) se combinent et se confrontent dans les controverses qui marquent souvent les opérations de circulations et de connexions.

Outre cette exigence de contextualisation, le spectacle des circulations et des connexions du domaine social suggère aussi un autre mouvement en apparence contradictoire. Groupes, individus et institutions ont des tactiques fines et concurrentes d'utilisation des expériences étrangères qui jouent avec les isomorphismes locaux, nationaux, régionaux, linguistiques ou confessionnels. Ce qui « vient » d'une nation ou d'une autre est bien difficile à définir. D'abord, parce que l'attribution et la localisation de la référence deviennent des enjeux, voire des marques. Dans la France du tournant du siècle, les initiatives rivales en matière de formation infirmière sont toutes arc-boutées sur la référence aux écoles londoniennes, mais chacun a sa *Nightingale nurse*, et en fait un portrait et un usage bien différents. Au début des années 1920, le désintérêt tchèque pour la problématique de la professionnalisation infirmière portée par la fondation Rockefeller est socialement fondé sur un groupe d'acteurs qui se base sur la mystique du travail social, lui-même développé au nom d'une autre expérience « américaine », celle des *settlement houses* (Vickers 1999). La fondation Rockefeller illustre d'ailleurs la nature enchevêtrée des circulations et des connexions, elle qui n'opère pas « entre » un espace national et un autre : ses programmes, ses personnels, ses financements et les mouvements qu'ils enclenchent traversent sociétés, professions et institutions européennes et nord américaines et y génèrent simultanément ou successivement des impacts parfois contradictoires à travers tout le

réseau humain et organisationnel soutenu ou créé par ses programmes. Plus avant dans le temps, un certain nombre d'observateurs états-uniens parcourent l'Angleterre et l'Allemagne des années 1880-1890 pour y observer les réalisations en matière de logement des classes populaires. L'un d'eux, Elgin Gould, est tout particulièrement sensible au fait que les expériences contemporaines allemandes sont le résultat d'une conversation antérieure avec les pratiques londonniennes : c'est là une démonstration même de la possibilité d'adaptation, et ceci l'intéresse tout autant que les faits, les chiffres et les règlements, parce que c'est là un argument fort pour convaincre un public états-unien de tenter l'expérience. Autrement dit, des circulations et connexions apparemment simples prennent sens, et valeur, dans un espace-temps qui leur est propre et dans lequel il est délicat d'identifier clairement des flux entre un « espace national » et un autre. C'est l'économie, la morphologie de bassins et de projets de circulation plus vastes qu'il faut alors peut-être saisir pour donner sa valeur, son sens, à un segment particulier de celles-ci.

Pour tenter une étude ordonnée des circulations et des connexions, je propose de prêter une attention particulière à la reconstitution des régimes, des configurations circulatoires, conçus comme les structures qui encadrent les possibilités des acteurs, les contenus, les directions et les effets des rencontres et des échanges. C'est dans leur fonctionnement que pourrait se lire la place des circulations et des connexions transnationales dans les innovations, les persistances et les changements du domaine social dans l'Atlantique nord. L'identification d'une configuration circulatoire pourrait reposer sur l'identification des caractéristiques suivantes, sans que la liste en soit exclusive :

- L'existence d'un groupe d'acteurs individuels et collectifs qui investissent du temps, de l'énergie et des ressources (sociales, économiques, culturelles) dans l'établissement, la maintenance et l'usage de connexions destinées à faire circuler des objets spécifiques au-delà des limites de leurs sociétés et communautés d'origine ;
- La formation de communautés d'interconnaissance (visites, correspondance, sociabilité) et d'intertextualité (lecture, citation, traduction) qui érigent ces communautés en ressources pour l'action de chacun de leurs membres ;
- La définition d'interactions durables entre des acteurs mutuellement identifiés qui prennent part à ces connexions et circulations (ces interactions pouvant prendre les formes de la compétition, de la coopération et des différentes graduations de celles-ci) ;
- L'accord de ces acteurs sur un langage commun, matériau de base pour les accords, désaccords et malentendus autour de notions, de catégories, de procédés, de visions du monde qui sont discutés et disputés ;
- Le développement réfléchi de projets, de trajectoires, d'aspirations, d'institutions destinées à établir des connections et nourrir des circulations dans des directions précises ;

- La production d'un paysage différencié et dénivélé, bassin de circulation aux contours changeants mais où la valeur des régions (lieux, institutions, associations) et de leurs «habitants» est liée à leur niveau d'intégration à la configuration et à leur rôle dans celle-ci.

Parcourons ces régimes circulatoires tels qu'ils me semblent caractériser le monde de l'Atlantique nord entre le milieu du XIX^e siècle et le milieu du XX^e. Le premier régime prendrait forme stable dans les toutes premières décennies du XIX^e siècle, quand la question sociale se définit en différents lieux par une observation des conditions locales rapportée à la perception d'un paysage nord atlantique commun d'urbanisation et d'industrialisation. Pour résister, imaginer, accompagner ou changer les réponses proposées aux problèmes du «monde des révolutions», hommes et femmes d'églises, activistes politiques, entrepreneurs, savants, migrants échangèrent mots et expériences dans l'espace nord atlantique. Très souvent ils mènent de front plusieurs causes: réforme des prisons, tempérance, abolitionnisme, fourniture de soins aux pauvres et aux malades. La philanthropie privée, celle des coopérateurs, des sociétés religieuses, des industriels et des rentiers, fut une composante essentielle de la mise en place de cette configuration, et le logement un des secteurs privilégiés de ce premier régime. Les coopératives de logement et les sociétés à dividendes limités, les villages industriels et les formules de gestion des logements populaires ou de trust charitable, les cités jardins prirent leur essor dans ce cadre. Patrons, banquiers et commerçants jouèrent un rôle clé dans l'exploration sélective des expériences foraines, pour les introduire dans les discussions domestiques, les mettre en œuvre dans leur entreprise, favoriser les outils de leur connaissance (expositions, publications...) ou en soutenir financièrement la démonstration (Adam 2002; Harrison 1991; Fontana 2003). La cité de Saltaire ou les maisons ouvrières de Mulhouse, les méthodes de collecte des loyers d'Octavia Hill ou l'invention du *settlement* à Londres et son appropriation passèrent par ces actions ponctuelles d'individus souvent unis par le partage de causes multiples.

Le cœur du deuxième régime aurait lui battu au rythme d'une demande plus institutionnelle, celle des gouvernements, municipaux, nationaux ou provinciaux. Il émerge au moment où des expériences plus vastes de politiques sociales sont imaginées, discutées ou mises en œuvre, où la connaissance de la société émerge comme objet de savoir, où le champ de la réforme sociale se divise en spécialités portées par des communautés de discussions et, de plus en plus, par des organisations et des institutions. À partir des dernières décennies du XIX^e siècle apparaissent des structures soucieuses de donner une pérennité aux connexions ad hoc créées par les électrons libres du premier régime. De nombreuses agences gouvernementales apparaissent, dont la mission est de rassembler et de publier des statistiques comparées et des bases de données législatives et documentaires. Des associations systématisent les rencontres écrites et orales où s'échangent et

se confrontent les expériences et les catégories du chômage, du logement, de la santé publique, alors que le nombre de congrès et de conférences organisés autour des expositions universelles explose (Rasmussen 2001). La mise en législation se fait dans la référence permanente aux réalisations étrangères, non seulement en matière d'assurances sociales mais aussi de logement, ou d'urbanisme (Calabi 1995 ; Sutcliffe 1981). Nationalisation et systématisation de l'échange entre nations marchent alors de pair : la « nationalisation du monde social » dont a parlé Gérard Noiriel est, en France et ailleurs, un processus de marquage national qui ne prend sens que dans la comparaison permanente avec d'autres pays (2001 : 125). La confrontation des expériences et la comparaison raisonnée, vues sous leur angle compétitif, contribuent à nationaliser la perception, la conception et la représentation des « modèles » et à les généraliser dans des espaces nationaux en construction. Ce qui était de Leipzig ou de Schio devient allemand ou italien, et se retrouve au cœur des formes de représentation officielles de la nation, à l'image de ces clauses sociales qui entrent dans le registre de la diplomatie avec le traité franco-italien de 1904 qui noue les questions de commerce à celles de droit du travail, et offre un puissant levier aux activistes de la péninsule. Parmi les nœuds de ce régime, aux côtés des rassemblements de l'Internationale socialiste et de ses composantes, on peut identifier une génération de lieux de pensée, de documentation et d'action, *think tanks* ou laboratoires de la réforme, mis en place sur l'ensemble du spectre politique et social. On y retrouve des organismes fondés par des industriels aux fortunes souvent récentes, à l'image du Central Bureau voor sociale Advizen de Jacob Cornelis van Marken aux Pays-bas, de l'Institut Solvay des sciences sociales en Belgique ou de la National Civic Federation aux États-Unis. En dialogue avec ceux ci, les officines financées par des coalitions municipales *lib lab*, telles que l'Office social de Lyon ou la Società Umanitaria de Milan. Une cartographie plus complète des réseaux d'information et d'observation de ces groupes qui se modèlent les uns sur les autres – y compris dans leur fonctionnement – inclurait aussi les communautés plus informelles d'animateurs des *settlement houses*, les groupes de chrétiens socialistes ou des cénacles militants et académiques comme le Verein für Sozialpolitik, l'American Association for Labor Legislation, les Fabiens anglais ou le Groupe d'études socialistes français. Chacun de ces groupes se positionnait au regard des autres, à l'image de la communauté revendiquée par Francis Peabody en 1908, à propos des instituts et associations cousines du Social Museum qu'il établissait alors à l'université d'Harvard (voir document 2).

Par le développement de liens formels et informels, ces lieux participèrent à la définition d'un langage et d'un paysage commun de possibles et de réalisations sociales, d'autant que nombre d'entre elles fonctionnèrent à l'instar du Musée social du comte de Chambrun en France, un de ces « laboratoires du nouveau siècle » d'où l'on lançait études et enquêtes, où l'on éprouvait la solidité des connaissances spécialisées, et où les consensus fondateurs des législations sociales se dessinaient.

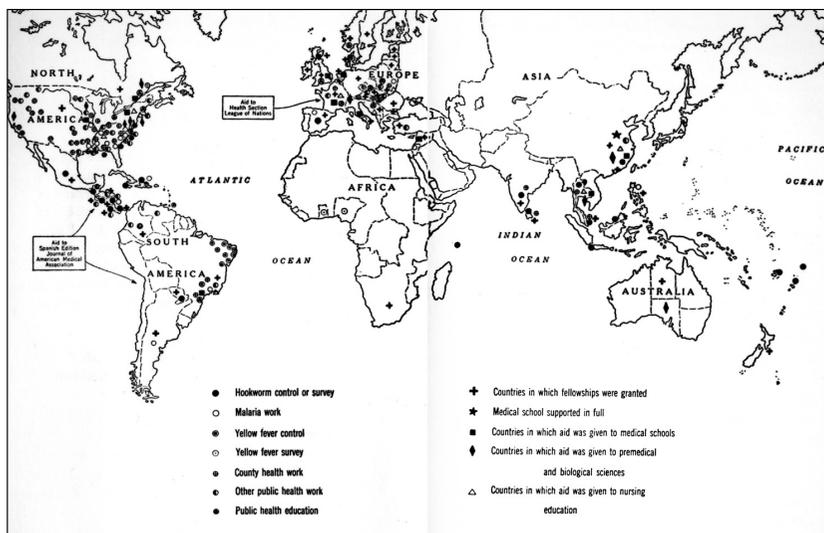
Museum provides what a museum of comparative zoölogy offers to the naturalist, and becomes the corrective of hasty judgments and the prerequisite of judicious conclusions.

Many notable institutions in various countries have been established to promote social welfare by this exhibition of comparative results. The Exposition of Welfare Work (Ständige Ausstellung für Arbeiterwohlfahrt), at Charlottenburg, is an impressive collection, indicating to employers and employed the possible gains, both in industrial production and human welfare, of improved devices for security and health; and it has had many, though as yet modest, imitations in Germany, Holland and Austria. The Musée Social in Paris is a noble monument of private munificence, maintaining an admirable library of reference, and promoting conferences and researches of high importance. The Central Bureau for Welfare-Work in Berlin (Centralstelle für Arbeiterwohlfahrtseinrichtungen), and similar enterprises in Frankfurt (Institut für Gemeinwohl, Soziales Museum), in Hanover (Hauptverein für Volkswohlfahrt), in Amsterdam (Central Bureau voor sociale Adviezen), in Stockholm (Centralförbundet för socialt arbete), and elsewhere, offer information concerning social experiments, give legal advice to wage-earners, or collect material for observation and research.¹ The Institute of Social Service in New York and its associate, the British Institute of Social Science in London, undertake to collect all manner of facts bearing on human progress, so that the experience of all countries and individuals may be available for the guidance of each. None of these collections, however, though admirable in its scope and intention, is directly associated with academic life, or primarily concerned with the instruction of students in a university. The Harvard Social Museum is, it is believed, the first attempt to collect the social experience of the world as material for university teaching, and to provide guidance for academic inquirers into the study of social progress.

This Museum offers for the present hardly more than an outline of its complete intention, but it is already possible to appreciate the expansion of academic research which it represents. A

¹ Cf. *Schriften der Centralstelle für Arbeiterwohlfahrtseinrichtungen*, No. 30, Berlin, 1907; and L. Katscher, *Die sogenannten "Sozial-Museen"*; in: *Flugschriften für Volkswirtschaft und Sozialpolitik*, No. 14, Leipzig, 1904.

Un troisième régime s'ajouterait aux deux autres aux débuts du XX^e siècle, et sa dynamique s'accélérait après la Première Guerre mondiale. Ses protagonistes avaient une aspiration universaliste marquée, celle de créer des normes et des standards dans le domaine des politiques, des professions ou des pratiques du domaine social avec en vue le « bien être de l'humanité à travers le monde », comme certaines de ses plus ambitieuses composantes l'annonçaient. La comparaison et l'observation se faisaient alors au nom de la coopération. Un tel dessein s'accompagna de tentatives pour orienter les circulations existantes et en mettre en place de nouvelles. La grande philanthropie états-unienne fut particulièrement active dans cette direction, tout spécialement les différents éléments de sa composante rockefellerienne, véritables faiseurs de régime circulaire à l'échelle des mondes atlantiques (et au-delà) à partir de 1918. Les groupes rockefelleriens se distinguèrent tout particulièrement par leur contribution à la définition et à la circulation d'expériences techniques, réglementations, plans d'études ou codes professionnels dans le secteur de l'hygiène sociale. Le financement d'instituts d'hygiène, le subventionnement de pans entiers de politiques publiques de santé nationales ou locales, le soutien assidu à certaines professions ne fut qu'un aspect de son action, ici illustré par une de ces cartes que la fondation Rockefeller aimait faire figurer dans ses rapports annuels pour présenter sa contribution au « libre échange international des idées », comme se plaisait à l'intituler son président le sociologue George E. Vincent (voir document 3).



Document 3. Carte des opérations de la division médicale de la fondation Rockefeller, *in* President's report 1926

Cette philanthropie bureaucratique, richement dotée en ressources financières et savantes, travailla en coopération et en compétition avec d'autres structures qui émergèrent de la Première Guerre mondiale avec des aspirations normatives globales, qu'il s'agisse des organisations intergouvernementales créées par le traité de Versailles (Société des Nations, Bureau international du travail) ou des associations internationales du domaine social, revitalisées par le conflit plutôt que décimées par lui, à l'image de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, de l'International Council of Nurses ou du Save the Children International Fund (Weindling 1995; Brush et Lynaugh 1999; Amrith 2006). L'interaction entre ces trois formes d'organisation est tout particulièrement forte dans les années 1920, marquées notamment par l'activité du Bureau international du travail dans la mise en forme du monde associatif international dans le domaine social avec le rôle actif d'Albert Thomas et de son équipe dans la création ou la réorganisation d'associations internationales dans les domaines du logement, du travail social ou des assurances sociales (Association internationale pour le progrès social, Association internationale du logement, Association internationale de service social industriel)⁸.

* *
*

Ces trois configurations ou régimes ont, j'en fais la proposition, été à l'œuvre successivement et simultanément dans le monde nord atlantique. Leur relation est en effet celle de la concaténation plus que de l'absorption. Il y a certes recherche de captation et de contrôle par certains faiseurs de régimes, fondations philanthropiques, gouvernements nationaux, réseaux religieux ou mouvements politiques. Les guerres, et d'autres conjonctures critiques de moindre extension, sont certainement des moments où les configurations circulatoires, leurs valeurs pratiques et leurs formes sociales se heurtent, se confrontent, avec parfois comme résultat la subordination de l'une à l'autre. Mais les lieux, les pratiques, les chemins et les comportements circulatoires ne sont pas solubles dans le conflit ou la dépression économique, et l'inventaire de l'imbrication des régimes montre leur persistance têtue. C'est leur travail continu qui a fabriqué le paysage commun de réalisations et de références dont les protagonistes du monde nord atlantique s'imprégnaient pour mener à bien leurs discussions et leurs réalisations dans le domaine social. Mais ce paysage était aussi, et déjà, bien plus large et ce dès le XIX^e siècle. Dans les frottements générés par les empires, dans les proximités des ambitions régionales et des aspirations universalistes, les bassins de ces configurations circulatoires touchaient aux antipodes, aux pays de l'Amérique du Sud, de l'Asie et de l'Afrique, eux-mêmes pris dans des bassins circulatoires propres (régionaux, linguistiques, coloniaux) dont l'intégration au bassin transatlantique a été et est toujours un enjeu pour les faiseurs de régimes (Birn 2007). Aussi bien d'ailleurs, les mots, les choses et les personnes qu'on a précédemment croisés dans l'Atlantique nord ne s'arrêtent pas sagement sur les rives du Pacifique, sur les berges du fleuve Amour ou sur les côtes de la Méditerranée. Ainsi la section

d'hygiène de la Société des Nations collabore-t-elle avec la fondation Rockefeller en Chine, tandis que les nurses du Siam et du Brésil sont conviées à se former au Canada par l'International Health Board. À la fin du XIX^e siècle, le parcours de Seki Hajime, jeune économiste japonais envoyé en formation dans les universités allemandes, rappelle tout cela utilement (Hanes 2002). En Allemagne il écoute et apprend son Gustav Schmöller, son Adolf Wagner et son Georg Simmel, parcourt le pays comme un laborantin de la réforme, et sur le chemin du retour visite la Belgique, l'exposition universelle de Paris et traverse les États-Unis. Figure des discussions japonaises sur le logement ouvrier, l'aménagement des villes ou les assurances ouvrières au début du XX^e siècle, maire d'Osaka dans les années 1930, il mobilise et met à jour ses références nord-américaines et européennes tout au long de sa vie, et permet de souligner que les mondes du domaine social s'éten- daient dans des bassins plus larges que l'espace atlantique. Bassins qu'il nous appartient de continuer d'explorer, si toutefois les pistes et les hypothèses de ce parcours spéculatif semblent pertinentes à ses lecteurs.

Ouvrages cités

- ABBOTT, Andrew. 1988. *The System of Professions: An Essay on the Division of Expert Labor*. Chicago, University of Chicago Press.
- et Stanley DE WINEY. 1992. «The Welfare State as Transnational Event: Evidence from Sequences of Policy Adoption», *Social Science History*, vol. 16, n° 2 : 245-274.
- ADAM, Thomas. 2002. «The transfer of Philanthropic Models between European and North American Cities during the Nineteenth and Early Twentieth Centuries», *Journal of Urban History*, vol. 28, n° 3: 328-351.
- 2007. «Social Housing Reform in the Transatlantic World before World War I: The Example of the "Philanthropy and Five Percent" Model», communication à la journée d'études «Private Wealth, Public Welfare: Philanthropy and Social Knowledge in a Transatlantic World», Rockefeller Archive Center, Tarrytown, mars 2007.
- American Historical Review*. 2006. «AHR Conversation: On Transnational History», vol. 111, n° 5: 1440-1464.
- AMRITH, Sunil. 2006. *Decolonizing International Health. India and Southeast Asia, 1930-65*. Londres, Palgrave.
- BALDWIN, Peter. 2005. «Beyond Weak and Strong: Rethinking the State in Comparative Policy History», *Journal of Policy History*, vol. 17, n° 1: 12-33.
- BAYLY, Christopher A. 2004. *The Birth of the Modern World, 1780-1914: Global Connections and Comparisons*. Malden (Mass.), Blackwell Publishers.
- BENDER, Thomas. 2006. *A Nation among Nations. America's Place in World History*. New York, Hill and Wang.
- BERGER, Suzanne. 2003. *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*. Paris, Seuil (La République des idées).
- BIRN, Anne-Emanuelle. 2007. «Child Health in Latin America: Historiographic Perspectives and Challenges», *História, Ciências, Saúde-Manguinhos*, vol. 14 n° 3: 677-708
- BRUSH, Barbara et Joan LYNAUGH. 1999. *Nurses of all Nations; a History of the International Council of Nurses*. Lippincot, International Council of Nurses.
- CALABI, Donatella, 1995. «I miracoli di un'idea. Risparmio, cooperazione e casa popolare nei primi anni del Novecento. Luigi

- Luzzatti e i progetti di riforma in Europa», in D. Calabi, (éd.), *La politica della casa all'inizio del XX secolo*. Venezia, Istituto Veneto di scienze, lettere ed arti: 11-37.
- CLAUDE, Viviane. 1999. «Le travail de la différence. Expériences comparatives dans le champ municipal à Strasbourg (1900-1930)», *Genèses*, n° 37: 114-134.
- CLAVIN, Patricia. 2005. «Defining Transnationalism», *Contemporary European History*, vol. 14, n° 4: 421-440.
- CONRAD, Christoph (éd.). 2006. *Geschichte und Gesellschaft*, vol. 32, n° 4, «Sozialpolitik transnational».
- CONRAD, Sebastian. 2006. *Globalisierung und Nation im Deutschen Kaiserreich*. Munich, Verlag C.H. Beck.
- DAVIS, Allen F. 1967. *Spearheads for Reform. The Social Settlements and the Progressive Movements 1890-1914*. New York, Oxford University Press.
- DONZELOT, Jacques. 2005. *La police des familles*. Paris, Minuit (Reprise).
- FINE, Martin. 1976. «Un instrument pour la réforme. L'Association française pour le progrès social 1927-1929», *Le Mouvement social*, n° 94: 3-29.
- FONTANA, Giovanni Luigi. 2003. «Dar casa agli operai. Logiche d'impresa e ingegneria sociale nell'industrializzazione moderna», in Carolina Lussana (éd.), *Dalmine dall'impresa alla città*. Dalmine, Fondazione Dalmine: 13-63.
- GRUZINSKI, Serge. 2004. *Les quatre parties du monde. Histoire d'une mondialisation*. Paris, La Martinière.
- HANES, Jeffrey E. 2002. *The City as Subject. Seki Hajime and the Reinvention of Modern Osaka*. Berkeley, University of California Press.
- HARRISON, Michael. 1991. «Thomas Coglán Horsfall and the Example of Germany», *Planning Perspectives*, vol. 6, n° 3: 297-314.
- HASSENTEUFEL, Patrick (éd.). 2001. «Diffusion de la concurrence et redéfinitions de la protection maladie. Les réformes des années 1990 en Europe», Centre de recherches administratives et politiques (CRAP)-CNRS, rapport final de recherche.
- HENNOCK, Ernest P. 1987. *British Social Reform and German Precedents. The Case of Social Insurance 1880-1914*. Oxford, Clarendon Press.
- HERBST, Jurgen. 1965. *The German Historical School in American Scholarship. A Study in the Transfer of Culture*. Ithaca, Cornell University Press.
- HOPKINS, Anthony G. (éd.). 2002. *Globalization in World History*. Londres, Pimlico.
- 2006. *Global History. Interactions between the Universal and the Local*. New York, Palgrave.
- GEYER, Michael. 2006. «Review Symposium "Transnationale Geschichte": The New Consensus», in H-Soz-u-Kult (Humanities Sozial und Kulturgeschichte), 27 septembre. <http://hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/rezensionen/id=812&type=revsymp>
- HUBERMAN, Michael et Wayne LEWCHUK. 2003. «European Economic Integration and the Labour Compact 1850-1913», *European Review of Economic History*, vol. 7, n° 1: 3-41.
- KLOPPENBERG, James T. 1986. *Uncertain Victory. Social Democracy and Progressivism in European and American Thought*. Oxford, Oxford University Press.
- KUNHLE, Stein. 1981. «The Growth of Social Insurance Programs in Scandinavia: Outside Influences and Internal Forces», in Peter Flora et Arnold Heidenheimer, *The development of welfare states in Europe and America*. New Brunswick, Transaction Books: 125-150.
- LEES, Andrew. 2002. *Cities, Sin and Social Reform in Imperial Germany*. Ann Arbor, The University of Michigan Press.
- MANN, Arthur. 1956. «British Social Thought and American Reformers of the Progressive Era», *Mississippi Valley Historical Review*, n° 42: 672-692.
- MITCHELL, Allan. 1991. *The Divided Path: the German Influence on Social Reform in France after 1870*. Chapel Hill, University of North Carolina Press.
- NELSON, Sioban. 2001. *Say Little, Do Much. Nursing, Nuns and Hospitals*

- in the Nineteenth Century*. Philadelphie, University of Pennsylvania Press.
- NOIRIEL, Gérard. 2001. « Nations, nationalités, nationalismes. Pour une socio-histoire comparée », in G. Noirielle, *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*. Paris, Belin (Socio-histoires) : 87-144.
- PATEL, Kiran Klaus. 2004. *Nach der Nationalifiziertheit. Perspektiven einer transnationalen Geschichte*. Berlin, Öffentliche Vorlesungen der Humboldt-Universität zu Berlin, Bd. 128.
- 2006. « Learning from the Enemy? The Civilian Conservation Corps in a Transnational Perspective », *Transatlantica*, n° 1. <http://transatlantica.revues.org/document785.html>
- PEABODY, Francis Greenwood. 1908. *The Social Museum as an Instrument of University Teaching*. Cambridge (Mass.), Harvard University.
- RASMUSSEN, Anne. 2001. « L'hygiène en congrès 1852-1912 : circulations et configurations internationales », in Patrice Bourdelais (éd.), *Les hygiénistes. Enjeux, modèles, pratiques XVIII^e-XX^e siècles*. Paris, Belin (Modernités) : 213-239.
- RODGERS, Daniel T. 1998. *Atlantic Crossings. Social Politics in a Progressive Age*. Cambridge (Mass.), Belknap Press of Harvard University Press.
- ROSS, Dorothy. 1991. *The Origins of American Social Science*. Cambridge, Cambridge University Press.
- RUESCHMEYER, Dietrich et Theda SKOCPOL (éd.). 1996. *States, Social Knowledge and the Origins of Modern Social Policies*. New York, Princeton University Press/Russell Sage Foundation.
- SAUNIER, Pierre-Yves. 2003. « Administrer le monde ? Les fondations philanthropiques et la public administration aux États-Unis », *Revue française de science politique*, vol. 53, n° 2 : 237-255.
- 2004. « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, n° 57 : 110-126.
- 2009. « Transnational/transnationalism », in Akira Iriye et P.-Y. Saunier (éd.), *Palgrave Dictionary of Transnational History*. Londres, Palgrave (à paraître).
- SCHÄFER, Axel R. 2000. *American Progressives and German Social Reform, 1875-1920*. Stuttgart, Franz Steiner Verlag.
- SCHLICHTER, Gertrud Almy. 1960. « European Backgrounds of American Reform 1880-1915 », PhD, University of Illinois.
- SERRÉ, Marina. 2002. « De l'économie médicale à l'économie de la santé. Genèse d'une discipline scientifique et transformations de l'action publique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 143 : 68-79.
- SKLAR, Kathryn Kish, Anja SCHÜLER et Susan STRASSER. 1998. *Social Justice Feminists in the US and Germany. A Dialogue in Documents 1885-1933*. Ithaca, Cornell University Press.
- STEDMAN-JONES, Gareth. 2007 [2004]. *La fin de la pauvreté. Un débat historique. Maisons-Alfort, Ère (Chercheurs d'ère)*, (éd. orig., *An End to Poverty? A Historical Debate*. Londres, Profile Books).
- STOKES, Melvyn. 1983. « American Progressives and the European Left », *Journal of American Studies*, vol. 17, n° 1 : 5-28.
- SUBRAHMANYAM, Sanjay. 1997. « Connected Histories: Notes towards a Reconfiguration of Early Modern Eurasia », in Victor Lieberman (éd.), *Beyond Binary Histories. Re-imagining Eurasia to c.1830*. Ann Arbor, The University of Michigan Press : 289-315.
- SUTCLIFFE, Anthony. 1981. *Towards the Planned City. Germany, Britain, the United States and France 1780-1914*. Oxford, Basil Blackwell.
- TOPALOV, Christian. 1985. « La politique de l'habitat dans les politiques sociales 1900-1940 : notes pour un débat », *Cahiers de la recherche architecturale*, n° 15/16/17 : 10-23.
- 1994. *Naissance du chômeur 1880-1910*. Paris, Albin Michel (L'évolution de l'humanité).
- (éd.). 1999. *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*. Paris, EHESS (Civilisations et sociétés).

TYRRELL, Ian. 2007. *Transnational Nation. United States History in Global Perspective since 1789*. New York, Palgrave.

VICKERS, Elizabeth D. 1999. « Frances Elisabeth Crowell and the Politics of Nursing in Czechoslovakia after the First World War », *Nursing History Review*, vol. 7 : 67-96.

WEINDLING, Paul (éd.). 1995. *International Health Organizations and Movements, 1918-1939*. Cambridge, Cambridge University Press.

ZIMMERMANN, Bénédicte, Claude DIDRY et Peter WAGNER (éd.). 1999. *Le travail et la nation : histoire croisée de la France et de l'Allemagne*. Paris, MSH.

Notes

1. Ce texte a été présenté à la journée d'études organisée par Kenneth Bertrams « Origines privées et publiques des politiques sociales dans une perspective transnationale 1880-1940 », (Université libre de Bruxelles, Institut d'études européennes, 9 février 2007), et au *workshop* « Private welfare, public wealth: philanthropy and social knowledge in a transatlantic world » de Joshua Humphreys (Rockefeller Archive Center, 22-23 mars 2007). Merci à tous ceux qui ont participé à sa discussion.

2. L'article est fondé sur une approche des séquences chronologiques de législation en matière de politiques sociales. « Transnational » y vaut pour « survenant dans plusieurs pays ». Sur la trajectoire de ce terme, voir Saunier 2009.

3. Un exemple avec la section historique du colloque tenu au Sénat français le 31 mars 2006 sur les questions sociales dans le débat législatif, http://www.senat.fr/colloques/actes_questions_sociales/actes_questions_sociales2.html

4. Il n'est pas question pourtant d'épuiser ici les possibilités qu'ouvre la perspective transnationale. Ainsi, il y a tout un champ d'investigation sur la manière dont les acteurs (notamment syndicaux) appréhendent les phénomènes économiques de la production et du commerce à l'échelle régionale ou globale pour penser leurs propositions et leurs positions en matière de régulation de marché du travail et d'assurances sociales, champ qui ne sera même pas abordé ici faute de compétence. Des pistes à ce sujet dans Huberman et Lewchuk 2003 et Berger 2003 : 63-79.

5. Voir notamment la lettre du 11 décembre 1911 d'Alice Solomon à Jane Addams dans Sklar, Schüler et Strasser 1998. La lettre souligne l'imbrication entre les mondes de la réforme sociale et les

travaux quotidiens de leurs membres, tout en soulignant les hasards et les régularités de la circulation des œuvres, des personnes et des idées.

6. Les éléments et les pistes au sujet des circulations et connexions infirmières ici réunis ont été collectés dans un travail de recherche spécifique mais aussi à partir des nombreuses études inscrites dans les cadres nationaux. Ce travail sur les « mondes infirmiers » constitue depuis trois ans un chantier de recherche personnel. Il a pris naissance dans un projet à quatre mains autour de l'école d'infirmières de Lyon entrepris avec Ludovic Tournès, et participe du regain d'intérêt pour les circulations infirmières (Erik Ingebritsen à partir de la Hongrie, Anne-Emmanuelle Birn sur l'Uruguay, Luiz Castro Santos pour le Brésil, Nicole Fouché et Évelyne Diebolt pour la France, Madelaine Healey pour l'Inde, Sioban Nelson et Miguel Cubillos sur la Faculty of Nursing de Toronto, Paul Weindling au sujet des réfugiés médicaux des années 1930).

7. Cet article laisse de côté la question des sciences sociales comme sciences du social, en notant que l'étude de leur mise en place comme disciplines dans des circulations et connexions qui participent de la fabrique des traditions nationales ou régionales en sciences sociales est désormais lancée (voir les travaux du réseau ESSE – Pour un espace des sciences sociales européen, <http://www.espace.org/fr/index.php>; ou encore les publications du groupe « Representations of the Past: The Writing of National Histories in Europe » dirigé par Stephan Berger, Christoph Conrad et Guy Paul Marchal, <http://www.uni-leipzig.de/zhscsf/>).

8. voir Fine 1976 et la publication à venir des actes du colloque « The International Labour Office past and present » qui a eu lieu à Bruxelles en octobre 2007.